

Le budget—M. Rodriguez

M. Hopkins: Monsieur le Président, le député m'a accusé de parler trop longuement, mais je lui fais remarquer que la grossièreté de ses collègues qui ont lancé des remarques sans demander la parole n'est pas passée inaperçue. Mon discours n'aurait peut-être pas été aussi long si ses collègues et lui étaient sur la même longueur d'ondes.

Je tiens à rappeler au député d'Ottawa-Ouest (M. Daubney) que le gouvernement avait effectivement prévu de moderniser l'Observatoire radio Algonquin. Il n'ignore pas non plus que ce projet a été soumis au Conseil du Trésor. Néanmoins, le gouvernement n'allait pas annuler un de ces projets pour entreprendre l'autre. Allait-il renoncer à développer la technologie canadienne pour se lancer dans des projets à l'étranger? Le député sait parfaitement que si nous participons à un autre projet de télescope, ce ne doit pas être aux dépens de notre propre technologie.

Si le député avait été honnête, il reconnu que le gouvernement avait fait un choix. Il a choisi d'annuler le projet d'Observatoire radio Algonquin pour aller à l'étranger. C'est ce que le ministre nous a dit. Si le député le nie, il dément les propos de son ministre. Nous détruisons notre propre technologie alors que nous sommes prêts à investir notre argent dans un pays étranger, à participer à un projet étranger. Pendant ce temps, le gouvernement parle de mettre au rancart un observatoire canadien. Cet observatoire se trouve dans une région qui a besoin d'emplois, il fait affaire avec de nombreuses entreprises de la région et il jouit d'une réputation internationale. Néanmoins, le gouvernement a non seulement refusé de moderniser cet observatoire, mais il a aussi décidé de le fermer, d'investir à l'étranger et de rejeter la technologie canadienne.

M. Garneau: Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement mon collègue, le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke (M. Hopkins). Même si je suis critique des finances, je n'ai pas eu l'occasion d'examiner tous les aspects du budget et je voudrais donc que le député nous parle du pourcentage d'augmentation du budget de la défense. Si je ne m'abuse, au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont promis de l'augmenter de 6 p. 100, en termes réels. Le député a dit qu'il y avait eu une augmentation de 2,75 p. 100 dans le deuxième budget, de 0,2 p. 100 en 1985-1986, et de zéro en 1987-1988. Le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke peut-il nous dire quelles répercussions cela peut avoir sur notre défense? Peut-il nous donner un exemple concret des conséquences que cette décision prise par le gouvernement conservateur malgré ses promesses aura pour les citoyens de sa circonscription ou des autres régions du pays?

M. Hopkins: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. Il serait peut-être plus réaliste de ne pas citer uniquement des pourcentages. J'ai dit qu'au cours de la première année où les conservateurs ont été au pouvoir, le taux de croissance des dépenses pour la défense a été négatif. Au cours de la deuxième année, il a augmenté de 2,75 p. 100, mais cette année, il pourrait être de nouveau négatif. Il faut donc déduire cela des 2,75 p. 100 de la deuxième année. Ce n'est pas un résultat bien brillant.

• (1720)

En ce qui concerne les effets à long terme, et même à court terme, sur la défense au Canada, sur les Forces armées, si nous

voulons accroître les réserves, comme l'annonçait le ministre de la Défense nationale (M. Beatty), pourquoi le faire sur une période de 15 ans? Parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour le faire avant. Pourquoi le gouvernement retarde-t-il l'achat de sous-marins? Parce qu'il n'a pas assez d'argent. Pourquoi les bases militaires doivent-elles se passer de fonds pour l'entretien des bâtiments et autres besoins courants? C'est parce qu'il n'y a pas assez d'argent. Cela signifie que la détérioration va se poursuivre, car il n'y a pas de fonds pour améliorer les bases militaires, tant au Canada qu'à l'étranger. A long terme, il en coûtera davantage pour réparer les bâtiments et faire l'entretien qui s'impose.

En ce qui concerne le budget, je n'ai parlé que du personnel. Le gouvernement avait promis une augmentation importante du personnel militaire. Les chiffres actuels ne diffèrent pratiquement pas de ceux d'il y a trois ans, lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir. Voilà une autre promesse qui n'a pas été tenue.

En réponse à la question du député, je dirais simplement que tout est repoussé à plus tard. J'espère que nous n'aurons pas de guerre ou de menaces de guerre, car alors il y aura un sacré travail pour tout remettre en état.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je voudrais ajouter ma contribution à ce débat sur le budget du 18 février.

Une chose dont je me souviens très clairement, c'est le sentiment qu'il y avait dans le pays après la victoire de Pierre Elliott Trudeau en 1968. Un des résultats de ses quatre premières années de pouvoir fut la division du pays, le fait que les régions se désunirent. Il détruisit le tissu qui tenait le Canada ensemble. La représentation à la Chambre des communes, après les élections de 1974, témoignait de cette division. Elle attestait de l'éclatement du pays. Par exemple, en gros, l'Ouest appuyait le parti conservateur. Tous les députés de l'Alberta étaient conservateurs. L'Ontario était partagé. Le Québec était surtout libéral. La région atlantique était partagée. Tout le monde était d'avis que les libéraux avaient divisé le Canada. Ils n'avaient pas de majorité. Ils ne représentaient pas équitablement toutes les régions du pays. En fait, entre 1980 et 1984, les libéraux ont été rayés de la carte dans l'ouest du Canada, non seulement au palier fédéral, mais souvent au palier provincial. A cette époque, les libéraux ne valaient pas cher. Ils avaient divisé le pays.

Puis, en 1984, le premier ministre actuel a accédé au pouvoir avec 211 sièges. Tout le monde disait : «Regardez, un gouvernement représentatif. Le pays est maintenant représenté d'un océan à l'autre. Voyez l'unité à laquelle nous sommes parvenus». Au cours des cinq premiers mois de son mandat, les sondages traduisaient la popularité du gouvernement. C'était la lune de miel. Les conservateurs s'attiraient la faveur de 55 p. 100 de la population puis de 50 p. 100. Où en sont-ils après deux brèves années et demie? Qu'en est-il de l'unité du pays? Le gouvernement conservateur est rongé par des dissensions internes. Le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour) a déclaré que le gouvernement n'accordait aucune attention aux problèmes de l'Ouest. Un voyageur qui parcourt le pays peut constater qu'il est aussi divisé en ce moment qu'à l'époque de Pierre Elliott Trudeau.